



CHESNOT/GETTY IMAGES

## La France impose une taxe sur les entreprises technologiques

Une nouvelle taxe vise les géants américains de la technologie.

- Daniel Di Santo
- [23/08/2019](#)

Le 4 juillet, la chambre basse du Parlement français a approuvé la création d'une taxe de 3 pour cent sur les sociétés multinationales de technologie, avec l'intention d'empêcher les grandes entreprises de profiter des faibles taux d'impositions dans certains pays de l'Union européenne. Le projet de loi devrait également être adopté à la Chambre haute, pour entrer en vigueur à la mi-juillet.

Si ce projet de loi est voté, il imposera sa taxe à toute entreprises réalisant plus de 847 millions de dollars américains de chiffre d'affaires mondial, et plus de 25 millions d'euros (28,1 millions de dollars américains) de chiffre d'affaire français. Des entreprises de partout dans le monde—y compris des géants américains comme Google, Amazon, Facebook, Airbnb et Uber—seraient taxées.

La France devrait bénéficier grandement de cette taxe. Le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, a estimé que le gouvernement recevrait plus de 560 millions de dollars rien qu'en 2019, et que les recettes fiscales de cette taxe augmenteraient rapidement les années suivantes.

M. Le Maire estime que les multinationales américaines profitent de taux d'imposition plus bas dans certains pays de l'UE, pour supplanter les entreprises européennes.

La France n'a pas réussi à convaincre le reste de l'UE à adopter sa taxe sur les firmes de technologie, en grande partie à cause des craintes de représailles américaines.

Quoi qu'il en soit, les responsables français ont décidé d'aller de l'avant avec leurs plans en faisant une proposition à l'Organisation de la coopération et de développement économiques. En cas de succès, l'accord pourrait voir les 34 autres membres de l'organisation (sans compter les États-Unis) suivre l'exemple de la France en imposant des taxes aux grandes entreprises.

La taxe sera la première du genre en France si elle est adoptée. Et elle est susceptible de frustrer les consommateurs en augmentant les prix. Si elle est couronnée de succès, elle pourrait préparer la voie à une taxation beaucoup plus importante pour les entreprises technologiques étrangères, même à travers toute l'UE ; l'Allemagne et l'Espagne travaillent déjà sur leurs propres taxes de technologie similaires. La France suit en fait l'exemple de l'Allemagne. En 2018, l'UE a adopté le Règlement général sur la protection des données, qui confère à l'UE un plus grand pouvoir réglementaire pour censurer le contenu de l'Internet. Les nombreuses réglementations et restrictions de l'Europe rendent plus difficile pour un entrepreneur de démarrer son entreprise et de devenir une multinationale géante de la façon que de nombreuses entreprises de technologie américaines ont été créées. Au lieu de supprimer les restrictions, réglementations et taxes sur les compagnies européennes, les gouvernements de l'UE augmentent les restrictions, réglementations et les taxes sur les entreprises américaines. Ainsi, ils espèrent nuire à leurs rivaux, ouvrir un espace pour ses propres entreprises, et empocher un demi-milliard de dollars par an.

Mais les efforts de l'UE pour restreindre et taxer les multinationales vont au-delà de l'argent. Pour comprendre la véritable

raison de la récente vague d'impôts et d'amendes dirigées principalement sur les grandes entreprises technologiques américaines, voyez le but ultime de l'UE : obtenir le contrôle de l'Internet. C'est ce que nous voyons se produire avec la taxe de la France sur les firmes technologiques et le Règlement général sur la protection des données de l'Allemagne.

Dans son article « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) », le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit que « Cette nouvelle réglementation sera aussi une autre arme dans l'assaut de l'Allemagne sur les entreprises technologiques américaines. »

« Je sais que ces entreprises technologiques américaines sont loin d'être parfaites. Je ne dis pas qu'elles devraient avoir un contrôle tyrannique sur l'Internet », a-t-il écrit. « Mais quand vous laissez une poignée de gens obtenir ce niveau de contrôle sur quelque chose d'aussi important et puissant que l'Internet, cela peut être très dangereux ! » La France et l'Allemagne ne veulent pas seulement restreindre ces compagnies ; ils essaient de contrôler l'Internet.

L'UE commence à mener une guerre économique contre les géantes firmes technologiques rivales. C'est une guerre aux implications dangereuses pour la liberté d'Internet qui pourrait avoir des conséquences dramatiques dans un avenir rapproché. « Des lois telles que celle-ci, peuvent détruire des entreprises, paralyser la Silicon Valley, et détruire des économies nationales ! » a écrit M. Flurry. « Nous devons mettre cette question dans le contexte de la prophétie biblique et de l'histoire. L'UE dirigée par l'Allemagne se comporte comme le Saint-Empire romain s'est toujours comporté. L'Allemagne cherche une fois de plus à imposer sa volonté sur le monde. »

Cette puissante prise de pouvoir expose la pensée de plus en plus anti-américaine de l'Europe et ses ambitions d'exercer un contrôle bien au-delà de ses frontières. Pour en apprendre d'avantage sur cette évolution inquiétante, lisez l'article de M. Flurry « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) ». ■